

CE MONDE QUI BOUGE

Les islamistes veulent installer la peur à Tunis

«Ceux qui ont commis cet assassinat ne sont pas des amateurs. C'est tout un appareil qui est derrière avec une stratégie.» Ces propos lourds de sens ont été prononcés par Hamadi Jebali, alors Premier ministre, à propos du meurtre du dirigeant de gauche Chokri Belaïd. Mais sans préciser à qui il faisait allusion. En tout cas pas aux «RCdistes» de Ben



Par Hassane Zerrouky

Ali comme avaient coutume de le faire il n'y a pas si longtemps Ennahdha mais aussi certaines forces démocrates. Depuis, plusieurs suspects ont été arrêtés. Mardi, des sources policières tunisiennes affirmaient sous couvert d'anonymat qu'ils appartenaient à la mouvance salafiste et que le tueur principal serait «un artisan de 31 ans spécialisé dans les meubles en aluminium arrêté à Carthage».

Mais bon, ce qui est sûr, c'est que la mort du dirigeant de gauche est l'acmé d'une violence montée en cadence depuis le saccage du cinéma Habib Belhedi en juin 2011 qui projetait le film de Nadia el Fani *Laïcité, Inch'Allah* et des menaces proférées à l'endroit de la réalisatrice. L'UGTT, des partis progressistes, de nombreux secteurs de la société civile dont l'Association tunisienne des femmes démocrates (AFDT), le syndicat des journalistes, n'ont cessé d'interpeller le ministre de l'Intérieur Ali Larayedh et les autorités pour assurer la sécurité et mettre fin aux agissements des groupes salafistes d'Ansar Charîâa mais aussi à ceux des «Ligue de protection de la révolution» proches d'Ennahdha dont ils demandent la dissolution. Et pour parfaire le tout, voilà que sous prétexte de lutter contre la délinquance et les casseurs, on a vu apparaître sous la houlette des Ligues de protection de la révolution et des partis salafistes des groupes de jeunes chargés d'assurer l'ordre et la sécurité des quartiers de Tunis et de plusieurs villes du pays. Dans certains cas, ils font eux-mêmes la police, dans d'autres comme à Sfax, ils ont organisé des patrouilles mixtes avec la police locale. Ce qui a poussé les partis démocrates et la société civile de Sfax à constituer le 7 février dernier un «Front civil politique» pour, assurent-ils, «défendre la paix civile». Une certitude, l'existence de ces milices et autres ligues dites de protection de la révolution dessinent sans doute les contours de ce qui pourrait être à terme l'appareil répressif d'un probable Etat islamiste. Aussi la création de ces groupes paramilitaires s'inscrit-elle en réalité dans un processus d'affaiblissement de l'Etat et ses institutions pour lui substituer à terme un Etat conforme au projet islamiste. Le leader du Front populaire (regroupement de plusieurs partis de gauche), Hama Hammami, a beau demander l'ouverture d'enquêtes contre les menaces et les agressions d'intellectuels et de journalistes, la destruction des mausolées soufis et autres lieux saints de l'Islam par les salafistes, ces derniers, qui assument publiquement leurs actes, n'en démordent pas. Ils diffusent des vidéos où certains de leurs chefs appellent carrément au meurtre quand ce ne sont pas les mosquées qu'ils contrôlent qui ciblent «les ennemis de l'Islam». L'un de leurs ténors, Abou Iyad, de son vrai nom Seifallah Ben Hassine, en clandestinité depuis l'attaque de l'ambassade des Etats-Unis en septembre dernier, a appelé le 12 février dernier les djihadistes tunisiens se trouvant en Syrie à rentrer au pays pour, assure-t-il sans rire, «défendre la révolution menacée par les vestiges du régime déchu» ! Et pour impressionner, il a affirmé qu'il y avait 12 000 Tunisiens qui combattent en Syrie le régime de Bachar al-Assad. En fait, ils seraient 700, ce qui n'est quand même pas rien !

Se greffe à cette inquiétante situation la sourde lutte qui s'est déroulée au sein d'Ennahdha entre l'ex-Premier ministre Hamadi Jebali, soutenu par le fondateur du parti Abdelfattah Mourou et le courant majoritaire mené par Rached Ghanouchi. Le bras de fer qui a opposé les deux hommes durant 16 jours n'était pas une sorte de diversion destinée à faire oublier les menaces qui pèsent sur le pays. Il est symptomatique des divergences, non sur le projet islamiste, mais sur la stratégie à mettre en œuvre pour qu'Ennahdha reste la première force politique du pays. En islamiste avisé, Hamadi Jebali a compris que le meurtre de Chokri Belaïd, qui a donné lieu à un incroyable sursaut populaire, constituait une menace pour le devenir d'Ennahdha. En tout cas, en entrant ouvertement en conflit avec son parti, il a placé la direction d'Ennahdha dans une position inconfortable. A suivre.

H. Z.

MSP

Soltani pour l'agrément d'un parti salafiste

Le leader du MSP ne voit aucune objection à l'agrément d'un parti d'obédience salafiste, le projet étant en gestation ces derniers temps et suscitant un débat parmi la famille islamiste même, quant à son opportunité.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Bouguerra Soltani qui faisait, hier, à l'occasion d'une conférence de presse, le bilan des préparatifs du 5^e congrès du parti fixé aux 1, 2 et 3 du mois de mai prochain, a même trouvé un argument «mas-sue», à ses yeux, pour appuyer son point de vue. «Rien n'interdit la constitution d'un parti de quelconque obédience qu'il soit, pour peu que ses promoteurs se soumettent à ce que stipule la loi sur les partis politiques», dira-t-il, jugeant même utile de rappeler que son divorce d'avec le pouvoir était dû «au refus de ce dernier d'aller plus loin que l'Alliance présidentielle en promouvant cette dernière en partenariat politique».

Un partenariat qui supposait un peu plus de place pour le MSP dans le programme d'action de l'exécutif et une réconciliation politique sous-entendant la possibilité pour les repentis et autres égarés qui auront rejoint le droit chemin de pouvoir activer politiquement. «Si j'étais ministre de l'Intérieur, je les autoriserais à activer, en tout cas, je préfère les voir activer publiquement que de les laisser militer dans les caves de la clandestinité», soutiendra encore Soltani pour qui les porteurs de tels projets «se doivent de se soumettre à la loi en la matière



Bouguerra Soltani, président du MSP.

avec engagement de ne pas rebalancer dans l'action subversive et terroriste».

Le président du MSP, qui exclut sa candidature à sa propre succession au prochain congrès du parti, dit ne pas regretter la longue lune de miel avec le pouvoir. «Une nécessité dictée par l'impératif de l'époque où le pays était menacé dans ses éléments les plus fondamentaux», se défendra-t-il. Un impératif qui n'est, selon lui, plus de mise, lui qui affirme que c'est le FLN qui était «contre toute extension de l'Alliance présidentielle en partenariat politique, le RND ayant fait montre de disponibilité à étudier l'idée».

Reconnaissant, néanmoins, que cette cohabitation tout comme son règne à la tête du mouvement, marqué par des hauts et des bas, Soltani fait part de son profond regret quant à la confusion qui caractérise la scène politique natio-

nale. Un contexte marqué du sceau des affaires de corruption qui, selon lui, «n'ont plus besoin d'être prouvées tant le phénomène, de par son étendue, est normalisé».

Et pour lui, lutter contre ce fléau serait vain car, argumente-t-il, il s'agira «d'assurer la sécurité aux témoins, dénonciateurs et aux accusés». Ce qui découle d'une réelle volonté politique qu'il avouera à demi-mot ne pas être dans l'agenda du pouvoir. Quant à un probable retour des «égarés» du parti qui ont préféré explorer d'autres voies, le président du MSP se contente de réaffirmer que les portes du mouvement sont toujours ouvertes et qu'il est lui-même disponible à toute discussion allant dans le sens de cet objectif. Il reconnaît, dans ce sens, l'existence, de simples contacts informels tissés par aussi bien des cadres que des militants du parti et ceux de la mouvance en général.

M. K.

MEZIANE MERIANE, COORDONNATEUR DU SNAPEST :

«L'école est en train de recycler l'échec»

La réforme du système éducatif doit être l'apanage des spécialistes des sciences de l'éducation qui doivent prendre en considération les réalités sociologiques de l'Algérie. C'est ce que préconise le coordonnateur du Snapest qui estime que l'école algérienne est en train de recycler l'échec.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Au moment où les discussions sur la «réforme de la réforme» sont en cours, le coordonnateur du Snapest avertit : il ne s'agit pas de faire dans la précipitation mais d'aller doucement en respectant des objectifs non seulement pédagogiques mais idéologiques également.

Invité de la rédaction de la Chaîne III, Meziane Meriane a rappelé comment l'école fondamentale avait instrumentalisé les institutions scolaires à des fins politiques et aura été à l'origine de la décennie noire.

La réforme de 2003 est venue corriger les bavures constatées dans l'école fondamentale notamment en matière d'éducation reli-

gieuse qui a été mise entre les mains d'enseignants qui ne l'ont pas utilisée de manière pédagogique, rappelle-t-il.

Qu'en est-il des recommandations de la commission Benzaghrou ? Meziane Meriane rappelle que cette dernière n'a été appliquée que partiellement et affirmer qu'aujourd'hui cette dernière est dépassée est faux tout comme il s'étonne que l'approche par compétence soit abandonnée alors qu'elle opérait une rupture entre l'ancien et le nouveau système. Comment sortir l'école du marasme dans lequel elle se trouve actuellement ? Pour Meziane Meriane, il y a au moins deux volets prioritaires. Le premier consiste à choisir le modèle d'école que l'Etat algérien veut. Aucun modèle importé, dit-il, ne sera une réussite s'il n'est pas adapté à la sociologie de l'Algérie. Idem pour les manuels qui peuvent véhiculer une idéologie contraire à celle que voudrait véhiculer le système éducatif si une attention particulière n'y est pas apportée. Autre volet important de ce que devraient être

les solutions urgentes, la formation des enseignants. Il n'est plus possible, dira Meriane, de recruter dans le tas des universitaires n'ayant aucune connaissance en matière de pédagogie et de psychologie. Le bagage scientifique à lui seul ne suffit pas à faire face à une classe. C'est pour cette raison qu'il plaide pour un retour en force des ITE qui ont par le passé fait un travail colossal en matière de formation des formateurs.

La mauvaise formation des formateurs est à l'origine de 50% des échecs scolaires. Pour gagner la bataille de la qualité, Meziane Meriane préconise une spécialisation précoce des enfants en fonction de leurs compétences afin d'éviter des déperditions et des orientations anarchiques, avant de conclure que le taux de réussite de 70% au baccalauréat n'est pas le reflet d'une amélioration du niveau car, estime-t-il, il est tout à fait possible d'élaborer des sujets qui garantissent jusqu'à 80% de réussite.

N. I.